

C. G. T.



F. S. M.

BULLETIN CONFÉDÉRAL des Territoires d'Outre-Mer

213, RUE LAFAYETTE — PARIS-10°

SOMMAIRE

Avec la FSM pour la liberté, la paix et le bien-être ..	1	Pour améliorer l'action syndicale à Madagascar ..	6
Un bluff : la Conférence Interafricaine d'Elisabethville	2	Pour une large représentation des travailleurs des pays coloniaux au 2° Congrès Mondial des Partisans de la Paix ..	7
Les travailleurs tunisiens devant le problème de la liberté et de la paix ..	3	Un appel de Sari Brahima ..	7
La Corée aux Coréens, le Viet-Nam aux Vietnamiens	4	Nouvelles des unions de syndicats ..	8
Les raisons de notre lutte ..	5	Communiqués du Bureau Confédéral ..	8

AVEC LA F. S. M.

pour la LIBERTÉ, la PAIX et le BIEN-ÊTRE

Par Andre TOLLET

LES impérialistes accentuent de plus en plus rapidement leur glissement vers la guerre qu'ils préparent avec une hâte fébrile.

Ils ont peur du développement du mouvement de masse parmi les ouvriers des pays impérialistes et parmi les peuples qu'ils oppriment.

Même dans l'antre du chef des brigands impérialistes, en Amérique, le développement des grèves témoigne de la résistance des travailleurs à leur politique de profit poussée au plus haut degré.

En Angleterre le Congrès des Syndicats, malgré les dirigeants et les ministres socialistes, a repoussé la politique de misère que pratique le gouvernement pour préparer la guerre.

Tout cela prouve que la force des oppresseurs diminue à mesure que grandit celle des opprimés. Ceci explique la précipitation des impérialistes.

La guerre est leur affaire et même une affaire urgente pour eux, faute de quoi ils risquent la vie de leur régime qui n'en peut plus.

Ils s'arment tant qu'ils peuvent, c'est bientôt la moitié du budget français qui y passera. Le service militaire a été porté à deux ans en Belgique et en Angleterre, en France ils exigent qu'il soit porté à 18 mois, mais l'opposition à cette mesure grandit, des débrayages ont lieu dans les usines et même

dans les casernes des manifestations sont signalées.

Leur argument ? Ils prétendent se défendre contre la puissante Union Soviétique qui, disent-ils, veut les attaquer. Si c'était vrai, l'Union Soviétique n'attendrait pas qu'ils s'arment jusqu'aux dents, elle aurait déjà attaqué, c'est évident.

Tous leurs prétextes ne sont que mensonges et calomnies pour masquer leur jeu.

Ce qui est clair, c'est que les Américains sont en Corée, les Anglais en Indonésie, les impérialistes franco-américains au Viet-Nam. Ils marquent par cela même le caractère de leur guerre, c'est la guerre contre les peuples.

Pour la faire, ils veulent être tranquilles sur leurs arrières. Ils veulent mater les peuples opprimés et les classes ouvrières. Ils voudraient empêcher la lutte contre la misère, car c'est sur cette misère qu'ils édifient leur armée d'agression.

Ils voudraient en finir avec les moindres libertés existantes, ils voudraient mettre un baillon aux peuples et aux classes qu'ils oppriment.

Ils voudraient en finir avec les revendications, comme s'ils le pouvaient, alors que c'est l'existence même de leur exploitation des hommes qui en est la cause.

Nous continuerons à défendre nos revendications,

nous défendrons les libertés existantes, nous lutterons pour les élargir encore.

Nous savons aussi qu'en défendant nos libertés et nos conditions d'existence, nous gênons leur effort de guerre. LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTE SONT INSEPARABLES.

Ces batailles pour être gagnées doivent être menées dans l'union. Il faut un arbre pour avoir des fruits, il faut l'union pour avoir des victoires.

Nos ennemis font tout pour tenter de diviser, ils excitent les uns contre les autres les exploités de races différentes, de religion, d'origine, de pensées différentes. C'est leur rôle, ils se défendent. Le nôtre est de repousser avec colère ces tentatives de division.

Cette division ils la tentent toujours contre la CGT et la FSM.

Ils ont créé l'Internationale Jaune dont voici une directive : l'organe de l'AFL de Los Angeles, organisation syndicale dirigée par des réactionnaires racistes américains, publiait le 7 octobre 1949 cette déclaration d'Irwing Brown, commis-voyageur des impérialistes : « La nouvelle internationale qui doit être créée (à Londres) devra aider à renverser les gouvernements de l'Est européen (les pays libérés de l'exploitation, NDLR), aider les syndicats de l'Allemagne occidentale à acquérir une puissance politique plus grande, aider à l'édification de l'Europe occidentale (colonialiste, NDLR) et encourager le mouvement nationaliste dans les pays coloniaux ».

Tout y est, depuis l'aveu de leurs buts réactionnaires jusqu'à la division comme moyen d'y parvenir. Ils voudraient que les ouvriers de France et ceux des colonies se battent au lieu de s'unir. Ils offrent aux mouvements nationalistes le fruit empoisonné de la trahison qui les trahirait eux-mêmes.

Les travailleurs nationalistes repousseront avec mépris l'offre du raciste Irwing Brown et de tous ces représentants des lyncheurs de nègres.

Les ouvriers français et leurs organisations regardent avec joie et espoir grandir le mouvement des peuples coloniaux.

Les capitalistes et leur gouvernement français hurlent à la trahison. On ne peut trahir que les siens et les ouvriers français n'ont rien de commun avec leurs exploités. Les impérialistes ne sont pas la France. La France, c'est son peuple, sa classe ouvrière qui n'a de leçon de patriotisme à recevoir des pétainistes traîtres à la Patrie, ni de ceux, jusqu'au gouvernement, qui se sont acoquinés avec eux.

C'est comme Français et comme prolétaires que nous luttons et lutterons au coude à coude avec les peuples qu'opprime notre bourgeoisie, comme nous luttons et lutterons pour défendre et faire grandir encore la FSM, organisation des travailleurs du monde, qui mène le combat contre l'exploitation et l'oppression.

La FSM est une grande force, à nous tous de la rendre plus forte, plus efficace, car cette force ne réside pas dans son seul Bureau Exécutif, mais dans la masse des 71 millions d'adhérents que nous sommes.

Vive la FSM et combattons ses ennemis. A. T.

UN BLUFF :

La Conférence Interafricaine d'Elisabethville

Cette Conférence, qui s'est tenue en juillet dernier à Elisabethville, avait soi-disant pour but « l'étude des questions concernant le travail et la Sécurité Sociale indigènes » ; ce programme a peut-être pu faire illusion à certains travailleurs africains, voire à certains dirigeants syndicaux, et leur faire espérer qu'une amélioration de leur sort pourrait en sortir.

C'est là une illusion dangereuse, et qu'il faut dissiper.

L'examen des questions mises à l'étude, y suffit : parmi les affaires discutées on relève « LE RENDEMENT DES TRAVAILLEURS INDIGENES », « LES METHODES DE REGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL ET LA STABILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ».

Sur le premier point, il s'est agi évidemment d'augmenter par divers procédés de contrainte directe ou indirecte le rendement des travailleurs, c'est-à-dire leur exploitation ; si l'on a étudié les conflits du travail, c'est apparemment pour découvrir la meilleure méthode à employer pour briser adroitement les grèves ; quant à la stabilisation de la main-d'œuvre, cela signifie que le travailleur devra rester au lieu de son emploi bon gré mal gré ; en somme le travail forcé.

Si, à côté de cela, la Conférence a pu adopter quelques recommandations favorables aux travailleurs, n'oublions pas qu'il était dûment spécifié que les conclusions retenues N'ENGAGERAIENT NULLEMENT LES GOUVERNEMENTS. Bien entendu, ces recommandations-là resteront lettre morte.

La Conférence d'Elisabethville a été une Conférence colonialiste, organisée par les colonialistes pour résoudre, autant que possible, les problèmes auxquels ils se heurtent, dans leur exploitation des travailleurs ; si l'on avait voulu vraiment améliorer le sort de ceux-ci, il n'aurait pas fallu attendre cinq ans pour promulguer le Code du Travail ; il aurait fallu instaurer depuis longtemps une législation des accidents du travail qui accorde plus de 80 fr. par mois de pension à un ouvrier devenu aveugle par accident professionnel ; il faudrait que la ration alimentaire des populations africaines ne s'abaisse pas parfois à des chiffres incroyablement bas, « en dehors de toute disette caractérisée », comme vous l'apprend le médecin-général Peltier dans un récent article.

Mais, bien entendu, s'ils avaient réglé ces problèmes dans l'intérêt des travailleurs, les colonialistes n'auraient plus été des colonialistes.

Les travailleurs africains n'ont à attendre d'amélioration de leur sort que de la lutte dans l'unité contre ceux qui les oppriment, et non des paroles, pompeusement dites interafricaines, d'Elisabethville au d'ailleurs.

Marcel FAURE

Les travailleurs tunisiens devant le problème

de la LIBERTÉ et de la PAIX

Dans une réunion de son Conseil National convoquée spécialement en réunion extraordinaire le 23 juillet dernier, l'une des deux centrales syndicales tunisiennes, l'UGTT a décidé de « cesser toutes relations avec la FSM » en attendant de soumettre à l'approbation de son prochain Congrès un projet de résolution sur son retrait définitif.

Cette décision est prise alors que les syndicats adhérents à la FSM sont l'objet d'attaques ininterrompues de la part de tous les gouvernements des pays soumis au plan Marshall ; dans le même temps que les puissances impérialistes, sous la direction et avec l'aide matérielle des Etats-Unis, font peser plus lourdement le joug sur les pays colonisés ou dépendants, accentuent la répression, mettent tout en œuvre pour briser le mouvement national dans les pays qu'ils oppriment. Cette rupture se produit au moment même où l'impérialisme américain, se livre à la plus sauvage des agressions contre le peuple coréen, occupe militairement l'île chinoise de Formose et décide d'intensifier l'envoi du matériel de guerre contre le peuple vietnamien.

La radio officielle en Tunisie et la presse des serviteurs les plus zélés du colonialisme s'étaient répandues sans pudeur en attaques venimeuses contre la grande organisation mondiale des travailleurs. L'hebdomadaire *Fraternité*, journal de la Fédération de Tunisie du Parti Socialiste SFIO, le parti des Mons, des Naegelen et des Béchard, dans son numéro du 2 juillet conjurait sur tous les tons l'UGTT de quitter la FSM.

Le geste de l'UGTT correspond donc, qu'on le veuille ou non, aux vœux des diviseurs de la classe ouvrière, les Jouhaux et les Bouzanquet, ainsi que les Deakin, les Carrey et autres dirigeants de l'internationale « jaune » qui approuve et soutient l'agression américaine en Corée ainsi que la guerre criminelle faite au peuple du Viet-Nam.

On ne peut s'empêcher d'établir un rapprochement entre cette décision et l'attitude de certains qui, tout récemment encore, intransigeants se faisaient les champions de l'indépendance absolue, se montrent aujourd'hui particulièrement conciliants.

Ce rapprochement vient tout naturellement à l'esprit lorsqu'on se remémore certaines déclarations de M^e Salah Ben Youssef peu de temps avant le Conseil National de l'UGTT « après avoir adopté une attitude réservée à l'égard des deux blocs, le parti Neo-Destour a changé de position et s'est tourné plutôt vers le bloc occidental » disait-il, ajoutant plus loin : « nos organismes nationaux et sociaux, tels l'UGTT que dirige notre ami Farhat Hached, adopteront eux aussi la ligne tracée par notre parti ».

On sait que depuis, M^e Salah Ben Youssef est entré dans le gouvernement tunisien, apportant ainsi sa collaboration directe à l'impérialisme français.

Cependant, les travailleurs de l'UGTT sont résolument dressés contre le colonialisme. En dépit de toutes les manœuvres ils s'unissent à la base, dans des actions communes, avec leurs camarades de l'USTT adhérente à la FSM.

Cette union, dans la lutte, permet aux travailleurs tunisiens de remporter des succès appréciables. C'est elle qui a rendu possible la victoire arrachée par les ouvriers céréalistes après 21 jours de grève ; 40 % de majoration des salaires ; tarif calculé non plus au quintal mais au sac ; sacs réglés à 80 kg. au lieu de 100 à partir de la prochaine campagne ; salaire afférant au travail

des samedis, dimanches et jours fériés majorés de 25 et 50 % ; tarif progressif pour le transport des sacs sur une distance supérieure à 20 mètres.

Les travailleurs s'en rendent compte, c'est pourquoi les actions unies continuent à se développer. Les 61 ouvriers des silos de Mégrine et de la Manouba, adhérents à l'USTT, en grève depuis le 5 août pour réclamer l'application du tarif arraché par les céréalistes ont été rejoints dans leur mouvement, le 10 août, par ceux des silos du Cheylas adhérents à l'UGTT. A Metlaoui, où les 500 mineurs du fond ont fait une heure de grève pour exiger une meilleure organisation du travail dans les galeries, le mouvement a été suivi avec élan par tous : USTT, UGTT, F.O., inorganisés. Les 1.400 mineurs de Moularès (USTT, UGTT, inorganisés) tous unis, se sont mis en grève le 2 septembre pour les revendications suivantes : relèvement des salaires, réintégration de 83 ouvriers licenciés, paiement des allocations familiales en retard, suppression des déclassements abusifs, révision des tâches.

Chaque succès remporté sur la classe des exploiters, dans cette lutte unie pour les revendications matérielles, est un coup porté aux impérialistes oppresseurs du peuple tunisien. C'est pour ce dernier un pas en avant dans la voie d'une réelle indépendance et c'est en même temps une contribution active à la défense de la paix.

Les travailleurs tunisiens n'ont rien à attendre des impérialistes français ou américains. Leur place est, avec les travailleurs de tous les pays opprimés, avec la FSM aux côtés de ceux qui se battent contre l'impérialisme au Viet-Nam et en Corée.

Fernand CHASSIOT.

En Union Soviétique

Travaux géants et pacifiques

Après la grandiose entreprise de lutte contre la sécheresse par la plantation d'arbres sur des millions d'hectares, l'Union Soviétique vient de décider la mise en chantier de plusieurs grands ouvrages :

1) **En TURKMENIE** (Asie Centrale) un canal de 1.100 kilomètres détournera vers le sud, à travers des montagnes percées grâce à l'énergie atomique, les eaux de fleuves qui se perdaient jusqu'ici dans les glaces du pôle Nord ; ainsi seront irriguées un million 300.000 hectares de terres à coton, et rendues à la culture 7 millions d'hectares du désert de Karakoum.

2) **Sur la VOLCA**, deux barrages produiront 300 fois plus d'électricité que toutes les centrales de Madagascar actuellement et permettront d'irriguer 2 millions et demi d'hectares.

3) **Sur le DNIÉPR**, un seul barrage va fournir 200 fois autant d'électricité que toute l'AEF en 1949.

Pendant ce temps, les impérialistes américains ne songent à se servir de l'énergie atomique que pour anéantir hommes et villes ; quant aux « réalisations » du colonialisme français, les travailleurs des pays opprimés voient chaque jour ce qu'il en est !

INDONESIE. — Succès des grévistes de l'agriculture.

La grève des 700.000 ouvriers agricoles de Java et de Madura s'est terminée par une victoire complète pour les grévistes.

Les employeurs ont été obligés d'accepter les demandes d'augmentation des salaires des grévistes et ont promis de leur payer la moitié des salaires perdus pendant la grève.

— LA CORÉE AUX CORÉENS —

LE VIET-NAM AUX VIET-NAMIENS

Ce n'est pas par coïncidence qu'on peut lire le même jour dans la presse aux ordres des impérialistes américains, que le président Truman intensifie ses envois de matériel de guerre au Viet-Nam, que des renforts de troupes sont dirigés en toute hâte sur la Corée, et que la flotte et l'aviation américaines demeureront à Formose « tant que l'affaire coréenne ne sera pas réglée ».

Entre la sale guerre que l'impérialisme français mène au Viet-Nam pour le compte des impérialistes américains et la guerre de Corée où l'envahisseur américain a remplacé les troupes « sud-coréennes » qui ne voulaient pas se battre contre leurs frères, où est la différence ?

Entre Bao-Daï, « empereur des boîtes de nuit », retourné en Extrême-Orient comme un chien battu, et qui se sent plus en sûreté en Europe que dans le pays qui l'a vomis, et le citoyen américain Li Syngman — dit Syngman Rhee, du nom de la ville californienne où il a été naturalisé — où est la différence ?

Entre les tortures infligées par le fantoche ex-coréen aux patriotes qui se battent pour une Corée libre et

SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE

Les travailleurs vietnamiens des Nouvelles-Hébrides ont fait parvenir aux dockers de France qui mènent une lutte héroïque contre le chargement et le déchargement du matériel de guerre, une somme de 82.500 francs, montant d'une collecte à l'occasion du Premier Mai 1950.

les lois barbares qu'a promulguées Bao-Daï, et qu'il se hâterait d'appliquer s'il en avait le pouvoir, où est la différence ?

Entre la lutte héroïque du peuple coréen, désireux de vivre chez lui dans la paix et la liberté, et le combat auquel les colonialistes français contraignent le peuple vietnamien, où est la différence ?

Il n'y en a aucune. L'armée populaire de la Corée et l'armée populaire du Viet-Nam, fortes de l'appui de tout un peuple, fortes de l'appui de tous les démocrates du monde, luttent contre le même ennemi. Kim-ir-Sen et Hô-Chi-Minh ont le même adversaire en face d'eux, comme ils ont le même triomphe en vue, à échéance plus ou moins proche, quoi qu'en puissent donner à penser les alternatives de la lutte.

Au Viet-Nam, comme en Corée, comme aux Philippines, comme à Formose, comme partout en Extrême-Orient où la poussée populaire n'a pas encore imposé la paix, l'intervention américaine s'efforce, par les moyens les plus sauvages, à maintenir des bases d'agression contre l'Union Soviétique et la Chine populaire, fidèles à leur politique d'économie des fantassins américains — la piétaille étant réservée aux pays satellites — les impérialistes américains se sont efforcés d'abord à utiliser les éléments fascistes locaux. Les forces de Tchang-Kaï-Chek ont été balayées jusqu'à Formose où le chef du Kuo-Ming-Tang, à l'abri des destroyers américains, menace

une fois de plus de se suicider en cas de défaite.

Au Viet-Nam, le fantoche Bao-Daï étant véritablement inutilisable sur place, ce sont des soldats français que l'on fait tuer, encadrés par d'ex-nazis et d'ex-collaborateurs ; mais comme, tout de même, cette guerre interminable commence à exaspérer les maîtres américains, Washington intensifie les envois de matériel. Les mêmes appareils qui massacrent à plaisir femmes et enfants coréens, qui incendient les paisibles villages et les hôpitaux, commettent les mêmes crimes au Viet-Nam.

Tout cela n'est que différentes parties du même plan monstrueux des Etats-Unis qui, acculés à la crise fatale, ne voient d'autres moyens pour la retarder que de recourir à la guerre. Dans son programme désespéré, le président Truman, en faisant allusion, dans son quatrième point, à l'aide aux « pays arriérés » — qui est en réalité l'aide aux exploités des « pays arriérés » — ne fait aucune différence entre les pays directement colonisés, comme le Viet-Nam — en dépit de l'appellation hypocrite de Union Française — et les pays indirectement colonisés, comme le sud de la Corée naguère tyrannisé par Syngman Rhee pour le compte des financiers de Wall Street.

Tout cela fait partie d'un plan plus large encore, qui veut maintenir les travailleurs sous le joug d'un capitalisme affolé.

C'est pourquoi nous ne pouvons demeurer indifférents devant ces événements sans méconnaître gravement l'unité du mouvement des travailleurs dans le monde entier, des rizières de Madagascar aux plantations africaines, aux rhumeries antillaises, aux usines européennes, aux champs de coton et aux chantiers américains.

La Corée doit être et sera aux Coréens. Le Viet-Nam doit être et sera aux Vietnamiens. On ne vainc pas un peuple en lutte pour sa liberté. Les ennemis des forces populaires en feront l'expérience mortelle, comme l'ont faite les hitlériens dont ils ont adopté les méthodes. Mais le soutien de tous les travailleurs du monde est nécessaire pour hâter leur inévitable défaite.

Pierre VIDAUD.

AUSTRALIE

Les dockers de Sydney se refusent à charger un bateau

Les dockers australiens de Sydney se sont refusés à charger un bateau qui devait transporter des avions à destination des Philippines, de Hong-Kong et du Japon.

Cette action fait suite à la décision prise par l'Union des Marins d'Australie de boycotter tous les transports d'armes à destination de la guerre de Corée.

(Télépress, 14-7-1950.)

LES RAISONS DE NOTRE LUTTE

PAR TOURÉ SÉKOU

Dans cet article, je m'adresse particulièrement aux travailleurs soudanais car je reprends un sujet : **Les raisons de notre lutte**, qui a été traité dans le n° 426 de « Réveil » par notre ami Lamine Sow, dirigeant syndical du Soudan, et, je dois le préciser, dans l'unique but d'élargir son point de vue.

Après avoir indiqué le contenu de plus en plus réactionnaire qu'a connu la politique gouvernementale française depuis la Libération, notre ami a posé une revendication générale des travailleurs de la fonction publique en AOF dont la situation a été scandaleusement dévalorisée par rapport à ce qu'ils auraient obtenu si le reclassement indiciaire de leurs cadres était effectué conformément à l'échelle indiciaire métropolitaine.

Aussi il a dénoncé à juste titre une autre plaie de l'administration aofienne, celle provoquée par l'engagement abusif, à titre de récompense, de contractuels européens venant d'Indochine dont la plupart sont des non-valeurs professionnelles et par l'emploi des administrateurs à la place que devraient tenir des commis expéditionnaires, ce qui explique le chômage qui frappe injustement de très nombreux jeunes gens diplômés des EPS et des divers collèges et demeure également un des facteurs du relèvement des impôts et des patentes qui écrasent chaque année davantage les contribuables africains.

Bien sûr qu'aucun fonctionnaire africain subissant les tracasseries, la discipline tatillonne et la politique de famine de la part du gouvernement réactionnaire ne saurait croiser ses bras et attendre passivement qu'un saint-décret vienne un jour mettre fin à ses inquiétudes, en sanctionnant la valeur de son travail et le mérite de ses diplômes par une application fidèle du statut de la fonction publique métropolitaine et de son échelle indiciaire.

LA LUTTE SEULE ARRACHERA UNE TELLE AMÉLIORATION

Mais devons-nous croire que « les raisons de notre lutte » soient essentiellement et uniquement fonction de ce problème revendicatif, à savoir l'obtention d'un reclassement sur la base de la parité des cadres d'avant-guerre ?

J'espère que cette revendication si importante soit-elle pour les fonctionnaires africains d'AOF n'est en réalité qu'une des raisons de leur lutte car, quand bien même ils obtiendraient ce reclassement souhaité, leur lutte ne trouverait pas là sa fin.

En effet, devant les fonctionnaires comme devant les autres travailleurs africains d'AOF, il n'y a pas que des problèmes revendicatifs à résoudre. Il y a un problème fondamental plus important et dont la solution seule mettra fin à toutes les injustices sociales dont ils sont présentement victimes :

C'EST LA LUTTE CONTRE LE COLONIALISME

« Les raisons de notre lutte » c'est l'**émancipation africaine** que nous voulons réaliser pour que les mots : **Liberté, Égalité, Démocratie** et **Justice** ne soient plus vidés de leur contenu véritable.

C'est l'**avenir** de notre Afrique, avenir qui dépendra

de nous, de la somme de nos efforts et de nos dévouements à sa cause dans le grand combat que nous livrons pour que le régime colonialiste, qui depuis longtemps pèse de son poids écrasant et combien ruineux sur les peuples africains et motive à lui SEUL les discriminations raciales, l'oppression économique, administrative, politique et toutes les injustices sociales (dont la politique de bas salaires par exemple) soit aboli définitivement et que, des efforts des travailleurs et des paysans africains, naissent et se développent, non plus les richesses des trusts coloniaux et les privilèges des impérialistes, mais les richesses, le bonheur et la paix des peuples laborieux de notre Patrie.

C'est donc dans le cadre de la lutte anti-impérialiste et anticolonialiste, raisons essentielles de nos activités syndicales, que nous devons mener la bataille du reclassement indiciaire, celle du Code du Travail, celle du relèvement du minimum vital, celle des conventions collectives, etc...

« La lutte pour les revendications ne se sépare pas de la lutte anticolonialiste » tel est le titre d'un article paru dans notre « Bulletin Confédéral des TOM » n°8 et qui dit entre autres :

« Certains dirigeants syndicaux pensent que l'action des travailleurs africains doit se limiter aux problèmes d'ordre purement revendicatif. Erreur grave... Les travailleurs n'ont rien à perdre, dans la lutte contre le régime colonialiste, au contraire, ils ont tout à gagner. C'est pourquoi ils doivent se montrer les meilleurs militants du mouvement de libération anticolonialiste. »

Et dans un autre article consacré à la Conférence des Syndicats d'Asie et d'Océanie, notre camarade André Tollet, secrétaire de la CGT, écrit notamment dans le même bulletin :

« Un mouvement syndical qui dans ces circonstances (conditions d'exploitation et d'oppression colonialistes), ne verrait pas la nécessité de lutter contre l'appareil d'Etat colonialiste et ses manœuvres, et resterait cantonné aux problèmes corporatifs et économiques dans lesquels l'ennemi voudrait l'enfermer, ce mouvement syndical ne défendrait personne, il faillirait à sa tâche, il périrait ou serait domestiqué, c'est-à-dire qu'il trahirait. »

Les syndicats des travailleurs du Soudan comme ceux des autres territoires africains, pour éviter toutes déviations opportunistes, doivent orienter leurs actions revendicatives en fonction de la nécessité de lutter contre le colonialisme car tant que celui-ci continuera à faire la loi dans nos pays, des injustices, la répression, l'oppression, l'arbitraire et l'exploitation de l'homme par les trusts coloniaux qui le caractérisent feront toujours du salarié africain une machine-outil et non un homme libre.

Aux syndicalistes soudanais, je me permettrai de dire qu'il faudra agir avec autant de courage et de fermeté pour défendre vos droits et vos libertés démocratiques que pour arracher des soldes et des conditions de travail meilleures.

Nous croyons savoir que devant des mesures fascistes frappant : le secrétaire général de l'Union des Syndicats du Soudan Diallo Abdoulaye, vice-président de la FSM,

les militants démocrates de valeur, tels Singare Abdoulaye, Kasse Kéita et beaucoup d'autres, tous révoqués injustement de leur emploi, les syndicats soudanais ont observé une passivité fort regrettable.

Vous avez mené plusieurs grèves autour de vos revendications corporatives, je pense que vous auriez dû affirmer également votre indignation à l'égard de ces mesures illégales par des manifestations populaires et même par une grève générale d'une heure par exemple.

Ainsi, comme l'a bien dit notre ami Lamine Sow, les travailleurs RDA et les travailleurs PSP et ceux sans parti doivent s'unir dans la lutte pour le pain et la liberté, contre leurs ennemis de classe, avec la perspective d'un Soudan libéré de toutes les chaînes de la servitude, guéri de toutes ses plaies dans une Afrique émancipée et prospère

grâce aux efforts conjugués des démocrates africains et de ceux du monde entier qui auront liquidé le fait colonial et instauré le règne de la justice et de la fraternité vraies.

Oui camarades. Vos raisons de lutte sont identiques à celles des travailleurs de toute l'Afrique opprimée odieusement par le colonialisme, elles sont aussi celles des paysans, des artisans, des dioulas du Soudan, qui, comme vous, sont brimés, exploités, opprimés dans leur existence malheureuse d'être dominés par l'impérialisme qui les marque tous du sceau de l'infériorité quelles que soient leur race, leur religion, leur profession et leur opinion politique.

TOURE Sékou,

Conakry, le 31 août 1950.

Pour améliorer l'Action Syndicale A MADAGASCAR

Nous n'avons rien à craindre à étaler nos faiblesses devant tout le monde, nous savons que pour améliorer notre travail, nous avons besoin du concours de tous les ouvriers.

Nous ne cachons pas pudiquement nos faiblesses et nos fautes ; les trouver, les expliquer, c'est déjà les combattre et cela seul compte, car il y va de l'intérêt des travailleurs.

Loin de nous la pensée d'offenser ou de fustiger un camarade, notre seul souci est de faire sa critique devant tous, pour que tous l'aident à changer.

Le mouvement syndical malgache ne se développe pas comme il se devrait au regard de la grande misère des masses qui, de ce fait, ne sont pas dotées de l'outil indispensable à la défense de leurs intérêts.

La cause ne réside pas dans les masses qui prouvent, à chaque occasion qui leur est offerte, leur désir d'agir efficacement.

Nos camarades passent leur temps à discuter avec l'inspecteur du travail de grands projets d'augmentation des salaires pour tous.

Or, nous l'avons déjà dit : il n'y a aucune confiance à accorder à l'administration pour améliorer le sort des ouvriers. L'administration se fait le meilleur défenseur des intérêts des impérialistes, donc des grands patrons, elle résiste encore plus aux travailleurs que les patrons eux-mêmes.

Passer son temps à discuter avec ces gens, sans organiser l'action des travailleurs dans leurs entreprises, c'est faire croire aux ouvriers que l'on peut ainsi régler quelque chose, c'est les démobiliser. A moins encore que les travailleurs, avec bon sens, comprennent mieux que leurs dirigeants et se détournent d'une organisation qui ne leur propose pas la seule solution utile pour améliorer leur sort : l'action des ouvriers auprès de leurs patrons.

Quelle revendication posent les dirigeants syndicaux ? 180 frs par jour pour le manœuvre au lieu de 70 frs payés actuellement.

Si nos amis avaient eu un instant à l'esprit la nécessité d'organiser l'action, ils auraient pris contact avec les ouvriers.

Que leur auraient répondu ceux-ci ? Ils auraient tenu à peu près ce langage : « C'est bien de votre part de demander une telle augmentation — 180 frs par jour ce n'est pas trop pour vivre — Si le gouvernement se décide c'est très bien. Mais, jusqu'à ce jour, il n'a pas prouvé qu'il accorde cette augmen-

tation pour vos beaux yeux. Vous avez des arguments, dites-vous, c'est bien, mais nous avons bien l'impression qu'un seul argument compte auprès de lui, c'est l'action des ouvriers. Dans ce cas vous allez sans doute nous proposer de faire grève. Mais, nous ne nous sentons pas encore capables d'arracher 180 frs et beaucoup d'ouvriers ne croient pas à la victoire, ils n'auraient donc pas le cœur à la bataille. En décidant un chiffre plus bas, nous serions suivis par tout le monde et nous aurions quelque chose. »

Voilà à peu près le langage qu'auraient tenu les ouvriers. Ils auraient eu bien raison.

Mais pour que les ouvriers disent eux-mêmes quelles sont leurs revendications, il faut leur en donner le moyen.

Or, aucune assemblée générale de syndicat ne s'est tenue depuis le Congrès. C'était cependant l'une des décisions de ce Congrès.

L'Union des syndicats n'a pas le contact avec les syndicats même avec ceux de Tananarive, alors qu'elle devrait les aider, les assister pour leurs assemblées et la constitution de sections dans les entreprises.

Aucun contact n'est tenu avec la province où les militants sont isolés. Pourquoi ne pas écrire ? pourquoi ne pas envoyer de temps en temps un camarade ? Manque d'argent ? Il y a assez d'esprit de sacrifice parmi les travailleurs et tout le peuple malgache pour être assuré de trouver les concours qui permettront d'assurer le voyage et la nourriture du militant à peu de frais. Le Congrès en a donné la preuve.

Quelle est la raison alors ? la crainte de la répression. S'isoler des masses, c'est le plus sûr moyen de s'exposer. L'administration regardera à deux fois avant de s'attaquer à un militant qui fait corps avec les ouvriers, qui est aimé d'eux pour son dévouement et pour lequel ils ressentiraient chaque coup qui s'abattrait sur lui.

En outre, rien de doit être caché aux ouvriers, l'exploitation outrancière dont ils sont l'objet est la conséquence de l'oppression nationale. La répression en est un aspect et la préparation à la guerre a pour but de prolonger la vie de l'impérialisme.

Pourquoi à aucun moment nos amis Malgaches n'ont-ils pris position sur ces problèmes ?

Que nos camarades réfléchissent et agissent, rapidement ils doteront la classe ouvrière malgache d'une puissante organisation syndicale.

A. T.

Pour une large représentation

des travailleurs des pays coloniaux au 2^e Congrès Mondial des Partisans de la Paix

Du 13 au 19 novembre prochain se tiendra en Grande-Bretagne le 2^e Congrès Mondial des Partisans de la Paix. Au nom de centaines de millions d'hommes et de femmes qui se sont rassemblés autour de l'appel de Stockholm, cet important Congrès amplifiera l'action massive de tous les honnêtes gens partisans de la paix et de la liberté.

Dans tous les pays du monde se tiennent actuellement de grandes assemblées qui élisent leurs délégués au Congrès ; ce sont 2.500 à 3.000 délégués qui viendront au nom de millions et de millions de braves gens avides de paix, parler de leur action et de leurs perspectives.

Si la volonté des peuples ne s'exprime pas pour que cesse la guerre de Corée, l'incendie risque de s'étendre sur le reste du monde. Il faut exiger, comme le précise l'appel, pour la convocation du 2^e Congrès Mondial des Partisans de la Paix « que le Conseil de Sécurité comprenant les représentants qualifiés des cinq grandes puissances se saisisse au plus tôt du règlement de cette question par les moyens pacifiques en donnant aux deux parties en cause la possibilité de se faire entendre ».

Il est donc nécessaire que cet appel soit présenté à tous les hommes de bonne volonté afin d'élargir encore plus le mouvement des Partisans de la Paix.

L'appel de Stockholm a eu parmi les travailleurs des pays coloniaux un important retentissement ; nos camarades doivent en tenir compte pour mener la campagne de préparation du Congrès au cours de laquelle s'exprimera encore plus haut, encore plus fort la volonté de paix des peuples opprimés par le colonialisme rapace.

Au travail, camarades ; que dans les villages, les chantiers, les entreprises, soient organisées de grandes assemblées au cours desquelles sera discuté l'appel pour la convocation du Congrès signé par Frédéric Joliot-Curie.

Il importe de rassembler autour de cet appel tous les hommes et toutes les femmes épris de paix.

CAMPAGNE de SIGNATURES contre l'ARME ATOMIQUE

La Revue « Les Partisans de la Paix », sans son numéro du 15 septembre 1950, a donné l'état de la campagne de signatures de l'Appel de Stockholm dans un grand nombre de pays.

Bien que toutes les signatures ne soient pas encore recensées, le nombre total est de 350 millions au 10 septembre. Voici les chiffres pour les pays du Continent Africain et La Réunion :

Algérie	266.000	La Réunion	20.000
Cameroun	48.000	Maroc	25.000
Côte d'Ivoire	50.000	Sénégal	25.000
Egypte	12.000	Soudan	30.000
Guinée	10.000	Tunisie	60.000
Haute Volta	50.000		

Les travailleurs des pays d'outre-mer qui ont journellement, sous les yeux les méfaits de l'impérialisme ne resteront pas indifférents devant ce grand Congrès de la paix ; ils savent que les impérialistes, étouffés par la paix préparent dans une hâte fébrile la pire des catastrophes qu'ait jamais connue l'humanité.

Dans leur course folle à la guerre les impérialistes rencontrent de sérieux obstacles dont l'un des plus importants est incontestablement la magnifique lutte des travailleurs des pays coloniaux pour leur libération nationale.

Nous devons mettre tout en œuvre et il est encore temps pour que ces obstacles deviennent à tel point insurmontables qu'ils sauvegardent la paix assurant le bonheur des peuples et le malheur des oppresseurs. Notre action déjà puissante doit s'amplifier et s'élargir encore plus ; la campagne pour la préparation du 2^e Congrès Mondial des Partisans de la Paix le permet et particulièrement dans les pays où les travailleurs savent que c'est au prix de la paix qu'ils conquerront leur indépendance nationale.

SEGUY Georges,
secrétaire de la Fédération des Cheminots.

Un APPEL de SARI BRAHIMA

Secrétaire général de la Fédération Autonome des Syndicats de Cheminots d'AOF

Je devais représenter les travailleurs de l'Afrique Noire à la Conférence Mondiale de la Paix qui s'est tenue à Prague les 16, 17 et 18 août 1950. Des difficultés inouïes pour l'obtention d'un passeport m'ont empêché d'y être. Il convient d'ajouter que le passeport ne me fut remis que quinze jours après la Conférence.

La Conférence de Prague a arrêté les grandes lignes du 2^e Congrès Mondial de la Paix qui se tiendra à Londres du 13 au 19 novembre 1950.

Les travailleurs de l'Afrique Noire doivent dès maintenant avec la diffusion de l'appel de Stockholm participer activement aux Assises Nationales pour la désignation de leurs délégués et collecter l'argent nécessaire pour les frais de passage et de séjour.

L'Afrique étant un des continents les plus visés par les impérialistes comme base stratégique, la répression accrue, l'emprisonnement des militants et des démocrates, les salaires de misère ne sont que le résultat logique de la politique de démission d'un gouvernement aux ordres des capitalistes américains qui exigent « un climat politiquement sûr » pour l'investissement de leurs capitaux.

La classe ouvrière africaine étant à l'avant-garde de la lutte anticolonialiste a l'impérieux devoir de se faire représenter largement au Congrès de Londres pour exiger avec tous les démocrates du monde la fin de la sale guerre du Viet-Nam, le retrait des troupes américaines en Corée, la mise hors la loi de la bombe atomique et de toutes les armes de destruction massive et le désarmement progressif contrôlé.

Les travailleurs africains répondront tous présent.

NOUVELLES

des Unions de Syndicats

MAROC. — Les pêcheurs sardiniens arrachent quatre revendications importantes.

Au bout de 22 jours de grève, les pêcheurs sardiniens du Maroc ont repris la mer après avoir arraché quatre points importants de leurs revendications :

- 1°) centre d'embauche avec représentation ouvrière ;
- 2°) contrôle de l'agréeage par les pêcheurs ;
- 3°) fascicule d'embarquement valable pour tous les ports ;
- 4°) reconnaissance du délégué syndical sur chaque bateau.

NOUVELLE-CALEDONIE

La grève des mineurs de Tiebaghi commencée le 30 mai a pris fin le 21 août. Elle a permis aux travailleurs d'arracher un accord dont voici les points essentiels :

- 1°) le salaire journalier fixe est porté de 131 à 180 francs ;
- 2°) le salaire de 180 fr. est fixé pendant le congé annuel au lieu de 131 fr. auparavant ;
- 3°) le salaire des instituteurs est porté de 111 fr. à 150 fr. ;
- 4°) le taux de majoration pour travail pendant les jours de fête ou les dimanches est porté de 25 % à 75 %.

ALGERIE. — Les ouvriers agricoles de Rouiba et les ouvriers boulangers d'Oran arrachent des augmentations de salaire.

Les 30 ouvriers de l'entreprise de battage Fougeaud à Rouiba, après 36 heures de grève ont arraché les augmentations de salaire suivantes :

350 fr. au lieu de 300 fr. pour la première catégorie ; 492 fr. au lieu de 400 pour la deuxième ; 522 fr. au lieu de 410 fr. pour la troisième catégorie. Ils ont obtenu en outre que ces salaires soient applicables avec effet rétroactif à partir du 3 juillet jusqu'à la fin de la campagne de battage.

Les ouvriers boulangers d'Oran qui s'étaient mis en grève le 17 août ont obtenu, après cinq jours de lutte de substantiels avantages :

30 fr. par balle de farine panifiée, 12 fr. 50 pour 100 baquettes de 150 grammes et une augmentation pour la confection du pain de régime.

CAMEROUN. — Victoire à Manoka.

Les travailleurs de Manoka ont complété leur victoire du 16 juin en obtenant, à la suite d'un arrêt du travail de trois heures, une « prime de pluie » de 200 fr. par mois.

CHINE

L'industrie du coton dépasse tous les niveaux précédents.

Depuis la Conférence nationale de l'Industrie du Coton qui a eu lieu en mars dernier, on enregistre des progrès très rapides dans cette branche industrielle. La production moyenne de tissus de coton dans les usines de l'Etat a augmenté à Changai de 12 % et à Tsing Tao de 16 % par rapport à 1947 qui a été la meilleure année sous le régime du Kuomintang.

Communiqués du Bureau Confédéral

6 septembre. — Protestation contre la répression en Afrique.

Informé de l'expulsion du Maroc de Victor LAMAZERE, de la Fédération de l'Alimentation, et de l'emprisonnement de Mohamed FERHAT, secrétaire de l'Union Locale de Safi et militant du mouvement national, le Bureau Confédéral proteste contre ces intolérables mesures d'arbitraire.

Il s'élève contre les nombreuses expulsions et arrestations de militants des syndicats et du mouvement national marocain, contre la violation des locaux syndicaux et la multiplication des provocations policières.

D'autre part, contre l'emprisonnement à Dakar du courageux militant démocrate DOUDOU-GUEYE, qu'un verdict inique vient encore de frapper, pour avoir dénoncé le massacre de Ferkessedougou.

Le Bureau Confédéral dénonce la répression accrue pratiquée contre les peuples d'outre-mer par le gouvernement français, dans le but d'assurer la mise en place du dispositif d'agression des fauteurs de guerre américains.

Il demande à tous les militants de protester avec force et d'assurer leur appui aux peuples opprimés, en particulier en Afrique du Nord, contre la saisie continuelle du journal « L'Algérie Libre ».

20 septembre. — Protestation contre les rafles de travailleurs nord-africains en France.

Le Bureau Confédéral s'élève avec indignation contre les mesures de répression employées à l'égard des travailleurs nord-africains.

Ces mesures, que ne rappellent que trop les rafles racistes du temps de l'occupation, jointes à celles prises à l'encontre des travailleurs étrangers, font partie de la fascisation de l'Etat pour des buts de guerre.

Ces mesures sont prises au moment où des organismes officiels américains décident d'envoyer en France, avec l'approbation du gouvernement, des dizaines d'agents directs chargés de combattre la classe ouvrière.

Ces agents viendront soi-disant comme militants des syndicats américains. Les dirigeants réactionnaires des syndicats des Etats-Unis et les dirigeants scissionnistes de France se sont mis d'accord à cet effet.

De l'aveu même du bulletin officiel du ministère du Travail des Etats-Unis, ils seront payés par des organismes officiels américains et les dirigeants réactionnaires des syndicats.

Ce sont, en réalité (et ceux-là non hypothétiques mais véritables) des espions d'une puissance étrangère admis sur le sol de notre pays qu'ils considèrent déjà comme une colonie.

Des faits de ce genre montrent que la répression contre les travailleurs étrangers et nord-africains n'a rien à voir avec la sécurité et l'indépendance nationale.

Le Bureau Confédéral invite tous les travailleurs à faire preuve de la plus grande et plus active solidarité envers les travailleurs nord-africains dans toutes les entreprises et localités où il s'en trouve.

Bénéfices des trusts colonialistes

La SCOA avoue, pour 1949-50 650 millions de bénéfices nets contre 454 pour 1948-49.

Unilever (qui comprend la CFCI en Côte d'Ivoire, la Compagnie du Niger « français », la SCKN en AEF et bien d'autres affaires) annonce de son côté pour 1949 208 millions de florins, soit plus de 19 MILLIARDS 156 MILLIONS DE FRANCS contre 111 millions de florins, soit 10 milliards 223 millions de francs en 1948.

Et pendant ce temps, les travailleurs africains continuent à recevoir des salaires de misère, s'abaissant dans certaines régions du Moyen-Congo, jusqu'à 17 fr. CFA par jour, sans ration !